



Ouverture à la concurrence Intercités : Un flop gouvernemental révélateur !

Le gouvernement Macron espérait faire circuler le premier train « privé » avant la prochaine élection présidentielle pour montrer, après la contre-réforme ferroviaire de 2018, que la concurrence était bien effective et lancée dans le ferroviaire. Après le retrait des 3 candidats du privé (*Transdev, Arriva et Eurorail*) à qui le gouvernement avait pourtant déroulé le tapis rouge en cédant à toutes leurs demandes, il restait en lice la seule filiale SNCF créée pour l'occasion.

Face à cette situation, le gouvernement s'apprête à déclarer l'appel d'offres « infructueux » et à renvoyer à plus tard l'ouverture à la concurrence des lignes Bordeaux/Nantes/Lyon. Pour la fédération SUD-Rail, cet épisode démontre, outre le cynisme du gouvernement, que c'est bien les cheminot·e·s qui sont aujourd'hui les mieux placé·e·s pour assurer le service public ferroviaire au service des usagers et de l'aménagement du territoire. Les opérateurs privés en quête de profits ne se positionnent, eux, que sur des trafics rentables avec un niveau d'argent public garanti. Ici comme les profits n'étaient ni assez importants, ni garantis, les candidats du privé ont renoncé !

Et maintenant, que va-t-il se passer ?

Pour SUD-Rail, le renoncement de l'Etat ne doit pas être que temporaire, le gouvernement Macron doit maintenant prendre acte de l'échec de l'ouverture à la concurrence et prendre les mesures nécessaires et pérennes pour que ces trafics restent durablement affectés à SNCF, pas à une filiale, pas une entreprise privée, mais bien intégré dans les différents plans de transports des établissements SNCF qui contribuent déjà aujourd'hui à réaliser le trafic.

Renvoyer à plus tard cet appel d'offres serait une démonstration de plus du gouvernement de la volonté de dépouiller la SNCF des trafics et de casser les conditions d'emplois des cheminot·e·s !

Crise du COVID, Tempête Alex... un service public ferroviaire nécessaire, il faut maintenant stopper le processus de concurrence !

La crise de la Covid 19 et notamment les confinements ont démontré la nécessité d'avoir une grande entreprise publique de transport ferroviaire. TGV, Fret, Trains du quotidien, la SNCF, c'est-à-dire l'ensemble des cheminots et cheminotes, a assuré comme aucune autre compagnie ferroviaire ses missions de service public pendant la pandémie. Après les ravages de la tempête Alex en PACA, ce sont des centaines de cheminot·e·s qui ont fait vivre concrètement le service public, en rétablissant les liaisons ferroviaires et en assurant l'approvisionnement dans un moment où la population en avait particulièrement besoin. Ces actions ont démontré, comme lors du confinement, le rôle essentiel de l'entreprise SNCF au service de la population et des territoires ! **Il faut en tirer les conséquences et annuler le processus d'ouverture à la concurrence du ferroviaire.**

Un service public ferroviaire fort pour une politique écologique et social d'avenir !

Pour la fédération SUD-Rail, l'urgence sociale et écologique plus que jamais d'actualité, ne pourra pas trouver de solutions sans un service public fort, répondant aux enjeux de la mobilité propre et aux besoins des populations sur tout le territoire.

Ce n'est pas en « privatisant » et morcelant le système ferroviaire que nous assurerons l'avenir, c'est bien en développant le ferroviaire dans toutes ses dimensions (fret / trains de nuit / trains du quotidien...), au sein d'une entreprise SNCF intégrée que nous poserons le cadre d'une vraie politique sociale et écologique !